



Ambassade de France en Chine Service économique

Julien BONNET, Conseiller pour l'industrie et les services non financiers

Pierre MARTIN, Délégué du CSER à Canton

Avec les contributions des SE de Hanoï (Wesley RAMNAUTH) et de Dacca (Somen DUTTA)

Vers la fin de l'usine du monde ?

Introduction

La Chine sera-t-elle encore l'« usine du monde » dans les décennies à venir ? Risquant de devenir trop chère pour jouer la compétition par les prix, la Chine doit également atteindre le niveau de formation et d'innovation technologique des pays développés... Motivées par la peur du « *middle income trap* », les autorités centrales ambitionnent une montée en gamme du tissu industriel du pays selon une stratégie formalisée au sein des programmes « Made in China 2025 » et « Internet + », tous deux adoptés en 2015. Si le modèle d'exportation de produits à bas coûts qui a contribué au succès de la Chine dans les années 2000, notamment suite à son entrée à l'OMC (décembre 2001), n'est donc plus d'actualité, quel sort attend le secteur manufacturier à faible valeur ajoutée qui s'était développé dans le Sud du pays, et notamment dans la province du Guangdong ? Une analyse des données statistiques chinoises atteste d'un ralentissement de l'activité manufacturière particulièrement prononcé dans les secteurs d'activité à forte intensité en main d'œuvre. Certains des témoignages que le Service économique régional a pu collecter auprès de différents acteurs et observateurs de l'économie régionale évoquent une migration de plusieurs secteurs d'activité depuis la Chine du Sud vers des pays tiers – le Vietnam en particulier.

I. Constat : le ralentissement de l'activité manufacturière chinoise

Les données statistiques chinoises mettent en évidence un ralentissement de l'activité industrielle dans le pays. La part de l'industrie (manufacturière ou non) dans le produit intérieur brut ne cesse de décroître, aussi bien au niveau national que dans les principales provinces d'implantation de l'industrie manufacturière (*voir tableau n°1*). Selon les statistiques chinoises, le PIB total du pays a ainsi presque doublé de 2009 à 2015, passant de 35 à 67 milliers de Mds CNY (+12% en rythme annualisé - moyenne géométrique). Dans le même temps, le PIB du secteur industriel est passé de 13 à 23 billions CNY (+9% en rythme annualisé, avec une baisse de régime significative en 2015 (+0,3%)).

Ce ralentissement concerne plus particulièrement les secteurs d'activité à faible valeur ajoutée et à forte intensité en main d'œuvre. Ainsi, par exemple, la production en volume de vêtements et de meubles de la Chine a enregistré une croissance particulièrement faible entre 2011 et 2014, de 8,2 % en volume pour les meubles sur cet intervalle de quatre années (*voir graphique 1*). Au niveau local, la province du Guangdong a même vu la production de certains produits diminuer en volume durant cette période¹. Au niveau national, cette baisse est encore plus marquée à l'export (*voir graphique 2*): depuis 2011 environ, une certaine atonie des exportations est visible, notamment en ce qui concerne le textile (chaussures) et le petit électroménager (fours micro-ondes, climatiseurs, ventilateurs) : pour ces produits, la croissance est faible, voire nulle.

II. L'érosion de la compétitivité de l'usine du monde : pistes d'explication

La moindre compétitivité-prix de la production chinoise de marchandises à faible valeur ajoutée constitue probablement l'une des principales raisons de ce ralentissement. Dans la plupart des provinces de Chine, le salaire minimum légal (auquel les ouvriers sont le plus souvent astreints, moyennant quelques avantages complémentaires en nature comme le logement en dortoir) a plus que doublé en l'espace de cinq ans. Ce renchérissement du coût de la main d'œuvre a fortement affecté

¹ C'est notamment le cas de la production de climatiseurs (-7,1%), de ventilateurs électriques (-14,2%), de pneus (-17,3%), d'aspirateurs (-17,6%), de verres d'utilisation courante (-51%) et d'appareils photos (-62,8 %).



l'industrie textile ou l'industrie du meuble, où les salaires versés aux employés constituent une part importante des coûts de revient pour les entreprises. La forte réévaluation du CNY par rapport aux principales monnaies internationales au cours des six dernières années (+6,1% par rapport au dollar et surtout +29,8% par rapport à l'euro entre janvier 2009 et décembre 2015) a également contribué à rendre certains produits à faible valeur ajoutée moins compétitifs à l'export. En moins de dix ans, les termes de l'échange ont ainsi significativement évolué en défaveur de la production chinoise.

La réglementation chinoise impose en outre aux entreprises davantage de contraintes en matière fiscale, sociale et environnementale. La période 2007-2008 marque ainsi un tournant : l'introduction d'une nouvelle Loi sur le contrat de travail (janvier 2008), plus soucieuse de la protection des droits des travailleurs, et la fin du remboursement de la TVA à l'export (juillet 2007) pour toute une série de produits à usage intensif en énergie ont participé à rendre progressivement moins profitables les activités des producteurs de cuir, fertilisants, jeux, textiles, papier etc. De manière plus générale, la politique industrielle - nationale comme régionale - est également devenue moins favorable aux secteurs à faible valeur ajoutée. Les industries traditionnelles autrefois situées à la périphérie immédiate des grandes villes sont déplacées, parfois de force, vers les villes secondaires et les zones rurales.

Concomitamment à ces évolutions, de nouvelles bases industrielles ont émergé dans plusieurs pays d'Asie méridionale : au Vietnam et au Bangladesh notamment. Si l'écosystème industriel de ces pays (infrastructures, intégrations aux réseaux internationaux, proximité et qualité des fournisseurs) n'est pas encore comparable à celui existant en Chine du Sud, le coût de la main d'œuvre y est désormais beaucoup plus compétitif et la perspective, pour certains de ces pays (Vietnam notamment), de rejoindre le traité trans-Pacifique (TPP) conclu en octobre 2015 et désormais en attente de ratification par les parlements nationaux, a encore renforcé leur attractivité. Entre 2009 et 2015, les exportations (en dollar) du Vietnam ont ainsi été multipliées par plus de cinq dans les secteurs du textile et de l'électronique, prenant le relais des exportations depuis le Guangdong. La politique menée sous le terme de Nouvelles routes de la soie, en favorisant la projection de capitaux industriels chinois hors des frontières nationales, n'est d'ailleurs pas contradictoire avec ce mouvement général.

Contrairement aux délocalisations Chine-monde, les déplacements internes à la Chine (de la côte vers l'intérieur) semblent quant à eux relativement limités. L'écart de salaire minimal qui existait entre les provinces côtières et les provinces les plus développées de l'intérieur (Hubei, Sichuan, Shaanxi) a peu évolué au cours de la dernière décennie : dans les provinces de l'intérieur, le salaire minimum est resté de l'ordre de 20% à 30% moins élevé que dans le Guangdong ou le Zhejiang. De plus, les provinces de Chine intérieure ne disposent pas d'infrastructures d'accès au marché mondial aussi pratiques que les grands ports de la côte, même si la politique des Nouvelles routes de la soie vise en partie à combler ce retard en favorisant le développement de hubs logistiques continentaux et de liaisons ferroviaires internationales.

III. Tendances récentes et perspectives : baisse des investissements étrangers et tentatives parfois réussies de montée en gamme

La montée en gamme de certaines industries « à basse valeur ajoutée » ne permet pas d'enrayer la stagnation des exportations chinoises. Du fait de l'évolution de la technologie, certains produits remplacent naturellement certains autres au sein du tissu productif : ainsi, les *smartphones* prennent progressivement la place des téléphones classiques et des appareils photos. Cependant, prise secteur par secteur, la valeur des exportations chinoises stagne depuis 2013 environ (*voir graphique 4*) ; c'est le cas aussi bien pour le textile que pour l'électronique.

L'évolution du rôle joué par le Guangdong dans la chaîne d'approvisionnement mondiale est mise en évidence par la moindre attractivité de la province pour l'implantation de filiales industrielles depuis 2011 environ (les flux entrants d'investissements directs étrangers prenant la direction du secteur industriel local stagnent autour de 13 Mds USD – un montant toutefois encore très élevé – *voir graphique 5*). Si, en dépit des intentions affichées, peu de départs sont à noter parmi les entreprises industrielles



européennes et américaines sises en Chine du Sud², le nombre d'usines détenues par des capitaux de certains autres pays asiatiques³ a diminué en 2015 dans le Guangdong. Les entreprises manufacturières spécialisées dans les industries à forte intensité en main d'œuvre et orientées vers l'export sont les plus promptes au départ, et ces différentes évolutions ont eu pour conséquence une moindre contribution des entreprises étrangères aux exportations provinciales. Plusieurs fermetures d'usines chinoises ont par ailleurs retenu l'attention des médias locaux au cours de l'année.⁴

Ces tendances sont cependant loin d'être inéluctables. Tout d'abord, elles semblent être en partie souhaitées par le gouvernement central comme par les gouvernements locaux, qui cherchent à se positionner sur des industries à plus forte valeur ajoutées et organisent certains départs vers des marchés tiers⁵. Par ailleurs, certaines industries traditionnellement considérées comme « à faible valeur ajoutée » ont négocié avec succès leur montée en gamme.⁶ En outre, les industries manufacturières chinoises pourront toujours compter sur leur **immense marché intérieur** et sur **une classe moyenne en expansion constante**⁷, même si les activités industrielles à destination des pays tiers se développent désormais plus souvent dans d'autres pays.

Conclusion

La stagnation voire, dans certains cas, le repli d'une partie du secteur manufacturier est aujourd'hui une réalité en Chine, particulièrement dans le Sud du pays. La stagnation, en valeur, des exportations chinoises (-2,6% en 2015 sur les exportations *franco à bord* en dollar) masque une vraie décreue des volumes sur un certain nombre de produits à bas coûts, que ressentent transporteurs et logisticiens. Parallèlement émergent de nouvelles bases industrielles « à faible valeur ajoutée » dans plusieurs pays d'Asie méridionale. Même si les fabricants chinois pourront toujours compter sur la taille de leur marché intérieur, ils suivent aussi les investisseurs industriels étrangers qui se tournent progressivement vers d'autres pays. Dans ces conditions, la tentative de montée en gamme de l'industrie chinoise, qui se traduit aussi bien par un soutien gouvernemental à la recherche et à l'innovation que par des acquisitions de groupes étrangers, représente plus que jamais un enjeu crucial.

² La Chambre de commerce européenne pour la Chine du Sud a dévoilé le 2 juillet 2015 son « enquête sur le climat des affaires » en Chine du sud. 24% des entreprises de Chine du Sud sondées à cette occasion ont affirmé envisager de relocaliser leur investissement sur un marché tiers.

³ C'est notamment le cas des entreprises industrielles hongkongaises (environ 32 000 présentes au total en 2013) et japonaises (environ 2 500 entreprises en 2014). Par ailleurs, près de 300 entreprises manufacturières taïwanaises ont fermé dans la seule ville de Dongguan au courant de l'année 2015.

⁴ dont notamment les suivantes : usine de chaussures de Stella Footwear (sous-traitant d'Armani, Clarks, Nike, Timberland etc.), qui employait directement 2 000 personnes à Dongguan ; usine de produits électroniques de Fuchang Electronic Technology (sous-traitant de Huawei, ZTE et TCL), qui employait directement plus de 4 000 personnes à Shenzhen ; usine de montres de Citizen, qui employait directement plus de 1000 personnes à Canton ; ou encore les usines de téléphones portables de Nokia à Pékin et Dongguan (9 000 employés au total).

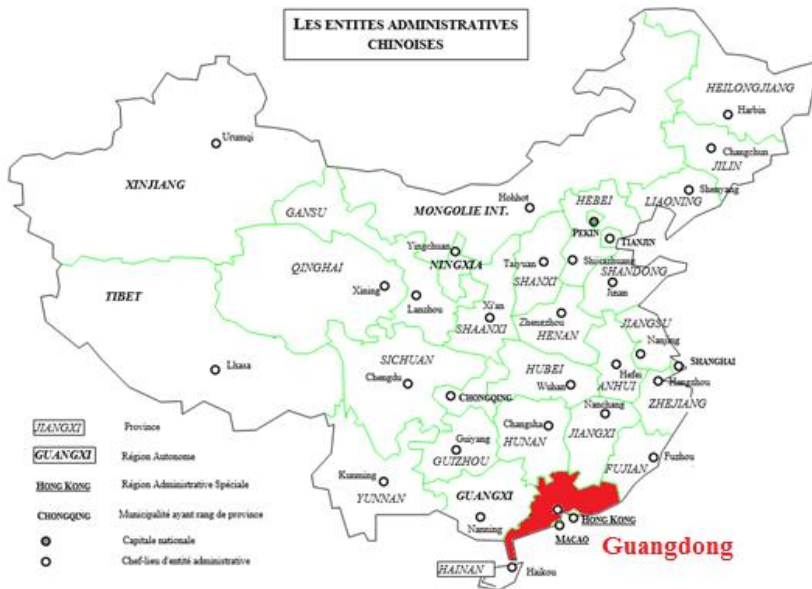
⁵ Le Plan d'action de l'édition 2015 du Forum de coopération Chine-Afrique encourage d'ailleurs le transfert des industries intensives en main d'œuvre vers l'Afrique.

⁶ C'est le cas d'une partie de l'électroménager cantonnais (dont les principaux champions comme Midea, Gree ou encore Gallanz ont investi dans la robotisation de leur production et les équipements intelligents) mais aussi d'une partie des industries du textile et de la chaussure du Fujian (qui concentre les marques de vêtements sportifs parmi les plus populaires de Chine : 361°, Anta, Deerway, Erke, Peak, Xtep etc. – toutes basées à Quanzhou).

⁷ Par exemple, fin 2015, 109 M personnes détenaient un patrimoine compris entre 50 000 et 500 000 USD selon une étude du Crédit Suisse, un nombre supérieur pour la première fois à celui des Etats-Unis.

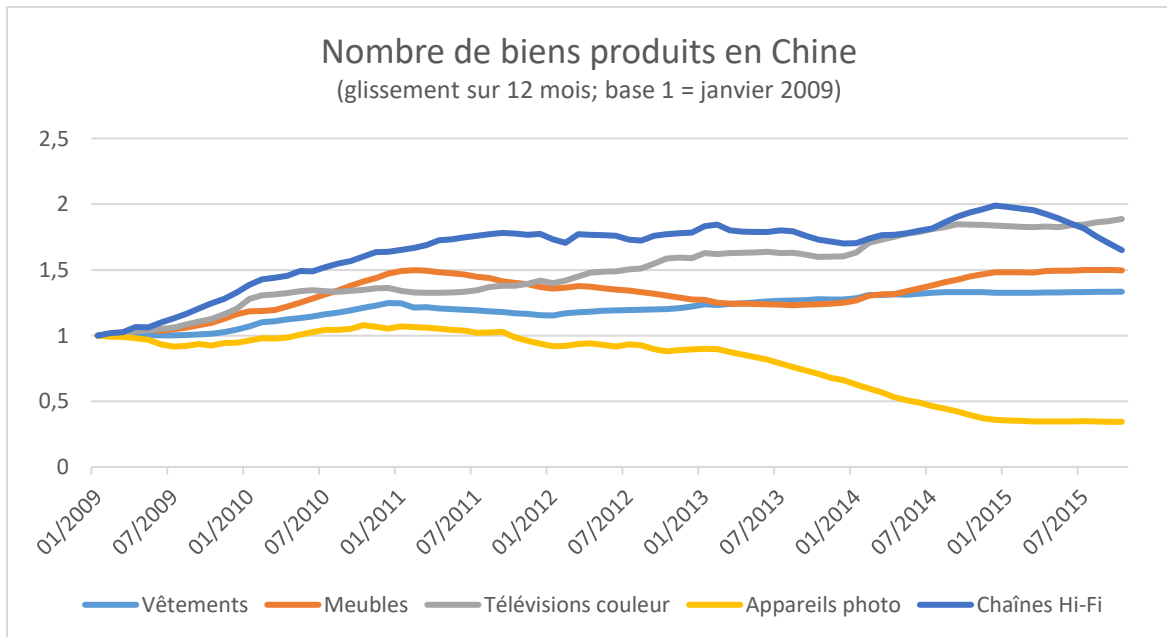
ANNEXES

Carte : divisions administratives de la Chine – Guangdong en surbrillance



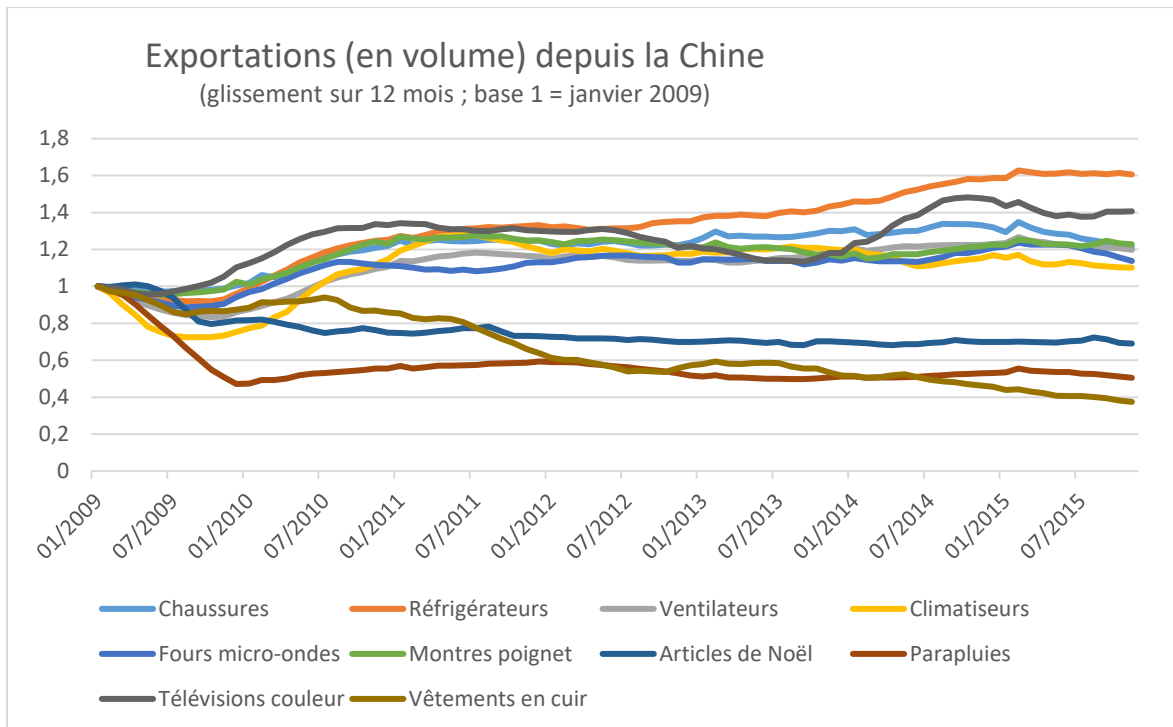
Graphique 1 : évolution de la production de quelques biens de consommation courante

(source : CEIC, bureau national des statistiques)



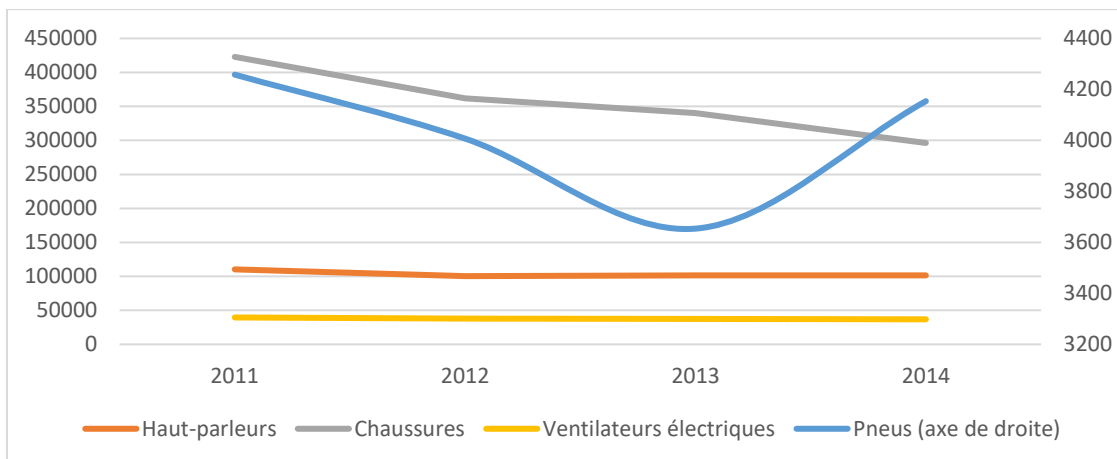
Graphique 2 : évolution des exportations en volume de quelques biens de consommation courante au niveau national

(source : CEIC, douanes chinoises)

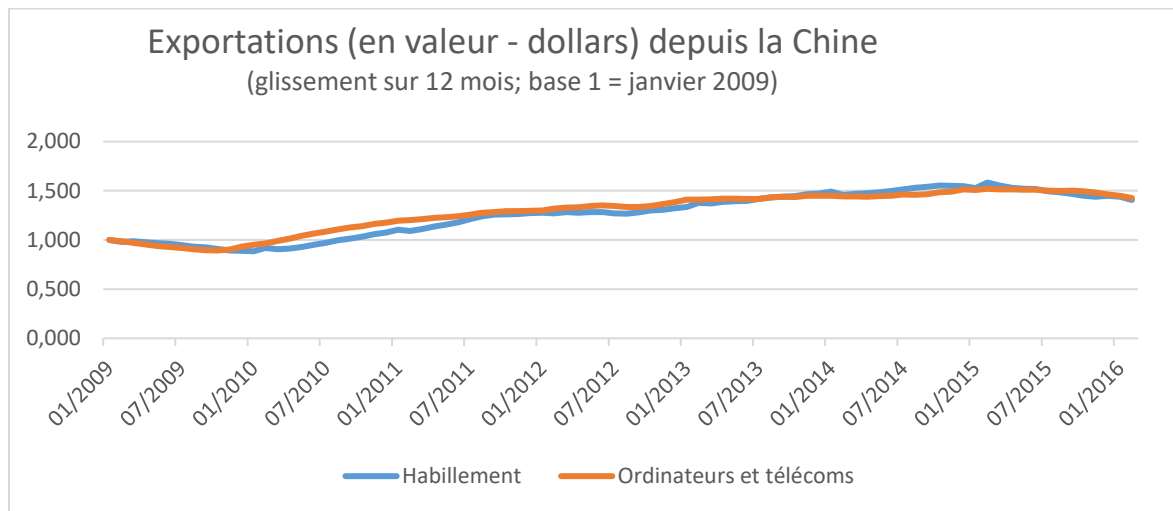


Graphique 3 : évolution des exportations de quelques biens de consommation courante au niveau du Guangdong (volume, 10 000 unités)

(source : CEIC, douanes chinoises)



Graphique 4 : évolution en valeur des exportations chinoises



Graphique 5 : province du Guangdong : dynamique des IDE entrants (Mds USD)

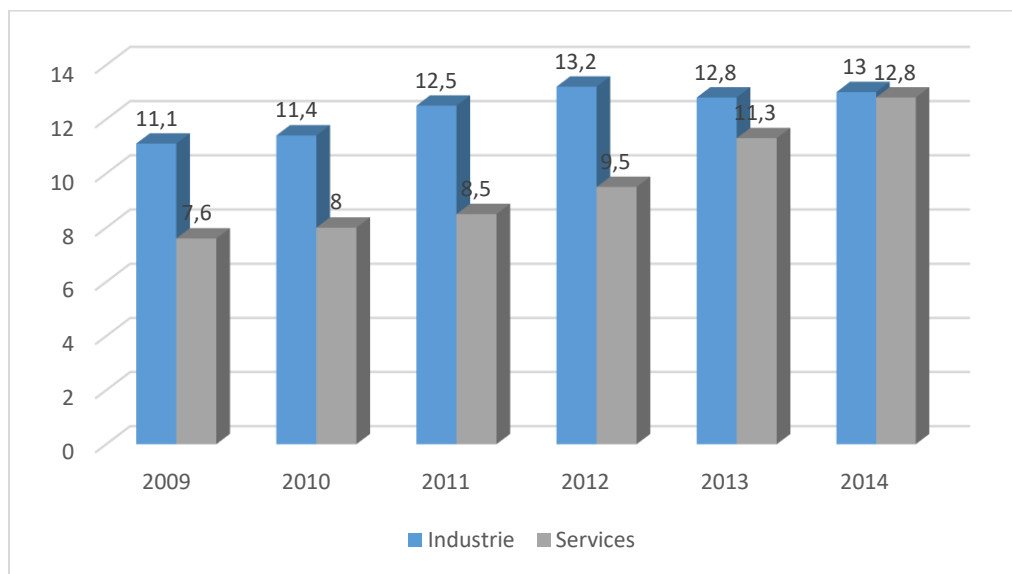


Tableau : évolution du nombre d'entreprises industrielles « de taille critique » dans quelques villes de la province du Guangdong

	Canton	Dongguan	Foshan	Shunde	Zhongshan	Jiangmen	Qingyuan
2011	4 438	4 243	6 318	1 914	3 170	2 766	635
2012	4 373	4 526	5 950	1 761	3 192	1 851	497
2013	4 811	5 361	6 163	1 874	2 979	2 007	514
2014	4 767	5 377	5 883	1 708	2 963	1 961	580
Solde net	+ 329	+ 1 134	- 453	- 206	- 207	- 805	- 55
Production industrielle brute en 2011 (% provincial)	16,6 %	8,9 %	15,2 %	5,1 %	6,1 %	4,9 %	1,8 %
Production industrielle brute en 2014 (% provincial)	15 %	10,1 %	15,7 %	4,9 %	5 %	2,7 %	1,4 %